

Questions orales

M. le Président: Le député pourrait peut-être limiter son préambule à l'exposé des faits de la question. Le député de Winnipeg—Fort Garry.

M. Axworthy: Le rapport de la commission royale Macdonald dit explicitement que l'agriculture devait être exclue de tout accord de libre-échange, en raison de la difficulté d'intégrer les programmes de subventions et de gestion des approvisionnements. Nous voyons maintenant que l'ensemble du secteur alimentaire et de transformation des aliments au Canada est menacé. Pourquoi le gouvernement ne suit-il pas les recommandations de cette commission et n'exclut-il pas l'agriculture?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, nous ne voulions pas l'exclure de l'accord parce que nous nous intéressons à la croissance, à la productivité et à la rentabilité futures de l'agriculture canadienne.

Selon le député la ferme familiale serait menacée. Si elle a jamais été menacée au Canada, c'est bien sous le gouvernement dont le député était membre et qui, à une époque, a laissé passer le taux d'intérêt de 9 à 24 p. 100. Voilà la vraie menace.

Si les députés d'en face s'intéressaient à certaines personnes et à certains agriculteurs de ce pays qui sont en difficulté, s'ils se souciaient suffisamment de la situation pour y jeter un coup d'oeil, cas par cas, ils s'apercevraient que, presque sans exceptions, les difficultés remontent à la période où les taux d'intérêt sont montés jusqu'à 24 p. 100, sous leur gouvernement.

● (1430)

M. le Président: Le député de Winnipeg—Fort Garry a la parole.

M. Axworthy: Monsieur le Président, je tiens seulement à rappeler à la Chambre que c'est un ministre de l'Agriculture qui préside à une des plus grosses faillites agricoles des cinquante dernières années.

LES CONSÉQUENCES POUR LES FOURNISSEURS ET LES
TRANSFORMATEURS D'ALIMENTS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Je voudrais poser une question précise au ministre. Dans une déclaration qu'elle a faite aujourd'hui, l'Association des fabricants canadiens de produits alimentaires signale que les fournisseurs et les producteurs ainsi que les transformateurs de céréales pour petit déjeuner, de yogourt, de crème glacée, de pâtes, de pain, de fruits en conserve, de légumes, de boulangerie, de tartes de viande congelées et de soupes seront tous mis en danger par l'accord de libre-échange.

Le gouvernement n'écoutait-il pas les agriculteurs et les transformateurs de ces ingrédients lorsqu'il a signé l'accord de libre-échange? Pourquoi le ministre a-t-il fait la sourde oreille aux intérêts d'un secteur qui vaut 40 milliards de dollars et qui est maintenant compromis à cause de l'accord?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): C'est tout simple, monsieur le Président. Nous nous réunissons avec les agriculteurs et tous les gens du secteur agro-alimentaire, les transformateurs et ainsi de suite, pendant que le député lisait les journaux.

Des voix: Oh, oh!

M. Wise: Le député devrait se rendre compte que nous avons eu le comité ITAC, le comité consultatif du commerce extérieur, le comité SAGIT, le plus important sur les produits alimentaires, l'agriculture et les boissons, le SAGIT le plus important de tous, et que ce comité SAGIT a voté à l'unanimité en faveur de ce que nous avons précisément réalisé dans cet accord. Nous avons donc suivi les instructions du comité SAGIT.

Le député devrait se rendre compte par ailleurs, puisque cela se rattache à certaines des questions que se posent les transformateurs, du fait que du côté des denrées faisant l'objet d'une gestion de l'offre, on constate bien souvent que si l'on met quatre couleurs au lieu de trois sur l'emballage ou cinq au lieu de quatre ou trois au lieu de deux, ce changement représente une plus grande proportion du coût du produit que le coût du contenu. Le député est sidéré. S'il connaissait ce secteur, il pourrait me suivre très bien . . .

Des voix: Le temps passe.

M. Wise: . . . parce qu'on estime que le coût supplémentaire . . .

Des voix: A l'ordre.

M. Wise: S'ils ne veulent pas écouter. Des organismes indépendants ont estimé que le coût supplémentaire . . .

Une voix: Allons.

M. le Président: Je pense que le ministre parle depuis un certain temps.

LES RÉPERCUSSIONS DE L'ACCORD SUR LE SECTEUR DE
L'ÉNERGIE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Nous avons appris aujourd'hui que quelque 62 p. 100 des Canadiens croient que les Américains retirent bien plus de cet accord que le Canada. Je pense que ce chiffre augmentera encore au fur et à mesure que les Canadiens en apprendront davantage sur l'accord. Répondant à une question que je lui avais posée à la Chambre le 8 octobre dernier, la ministre du Commerce extérieur avait dit, et je cite, page 9820 du *hansard*:

Je voudrais également lui garantir qu'après la signature de cet accord, les provinces conserveront tous les droits qu'elles avaient auparavant en ce qui a trait à leur politique.

La ministre parlait des droits dans le secteur énergétique. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources est-il d'accord avec ce que la ministre a dit le 8 octobre?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je suis convaincu que lorsque les Canadiens prendront connaissance de l'Entente sur le libre-échange avec les États-Unis, particulièrement dans le secteur de l'énergie, ils réaliseront combien cette Entente est nécessaire pour assurer l'approvisionnement dans notre propre pays.